

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 05/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL**

1 rue Marcel Leblanc  
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références : 2025-V1-295  
Code AIOT : 0007002385

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL implanté 2 ROUTE DE CANTIN 59151 ARLEUX. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL
- 2 ROUTE DE CANTIN 59151 ARLEUX
- Code AIOT : 0007002385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site UNEAL de Arleux a été autorisé à poursuivre son exploitation par arrêté préfectoral

complémentaire du 25 juin 2008.

Le site dispose d'un accès aux berges du Canal de la Sensée et de postes de chargement des péniches, voie utilisée pour expédier les céréales.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Inertage	AP Complémentaire du 25/06/2008, article 10	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention auto-échauffement	AP Complémentaire du 25/06/2008, article 11	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé 1 fait avec suite nécessitant une action corrective dans un délai de 2 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Inertage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/06/2008, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inertage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules du silo n°1 sont équipés de piquages DN 80 d'attente pour permettre l'alimentation en gaz inerte.</p> <p>Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.</p> <p>Sont également mentionnées dans cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;</li> <li>- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ;</li> <li>- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.</li> </ul> <p>L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.</p>

## Constats :

Le plan d'intervention interne de la société UNEAL pour son site d'Arleux, identifie la possibilité de procéder à l'inertage d'une cellule béton fermée d'un silo vertical en cas de feu couvant.

La procédure d'inertage est en cours d'actualisation. Le document dénommé "Inertage des cellules de céréales" référencé I.CERINTER.01-A" est présenté.

La procédure précise :

- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte sur site ;
- un contrat est passé avec la société AIR LIQUIDE (les coordonnées sont précisées) afin de disposer d'azote liquide ;
- l'exploitant dispose, sur son site d'Aire-sur-la-Lys, du matériel mobile de vaporisation et des EPI nécessaires à la mise en œuvre de l'inertage. Les modalités de transfert depuis ce site sont précisées ;
- les modalités de mise en œuvre du dispositif d'inertage ;
- les risques liés à la mise en œuvre de l'inertage ;
- les caractéristiques techniques des cellules béton fermées du site d'Arleux.

La lecture par sondage de la procédure a amené l'inspection à formuler en séance les observations suivantes :

- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte n'est pas précisé ;
- l'absence de précision du numéro d'astreinte de la gestion des camions pour transfert du matériel d'inertage sur le site d'Arleux ;
- l'absence de précision sur la mise à disposition des camions (et du délai correspondant) pour le transfert rapide du matériel d'inertage depuis le site d'Aire-sur-la-Lys ;
- l'absence de la liste du personnel formé susceptible d'intervenir pour l'inertage.

Au jour de l'inspection, le personnel de l'établissement n'était pas formé à la mise en œuvre des moyens d'extinction par inertage à utiliser en cas d'incendie.

L'exploitant a précisé qu'un contrat de formation à l'inertage a été signé le 03/04/2025. Le contrat a été présenté. Il vise à former le personnel à la mise en œuvre opérationnelle du matériel d'inertage par le personnel selon la procédure de l'exploitant. La première cession de formation était prévue le 06/05/2025.

Par courriel du 07/05/2025, l'exploitant a transmis la feuille d'émargement du personnel participant à la formation.

La visite des installations a permis de constater que :

- toutes les cellules béton du silo 1 sont équipées de piquages sous les cellules sur les gaines de ventilation destinés à l'alimentation en gaz inerte en cas de nécessité d'inertage des cellules ;
- en raison de travaux en cours au niveau des cellules C5 et C8, les piquages sont démontés ;
- l'accès en sécurité au piquage de la cellule C12 est difficile en raison de l'encombrement de la zone sous la cellule (ancien atelier encombré de matériels divers).

Par courriel du 06/06/2025, l'exploitant précise que les piquages des cellules C5 et C8 sont remis en place et que la zone sous la cellule C12 est désencombrée et facilement accessible. L'exploitant a transmis des photos pour justifier ses propos.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Fait avec suite n°1 (demande d'action corrective) :**

La version définitive, validée et signée, de la procédure "Inertage des cellules de céréales" référencé I.CERINTER.01-A" est à transmettre à l'inspection des installations classées. Elle doit préciser les éléments suivants :

- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte dûment justifié au regard du contrat passé avec le fournisseur ;
- le ou les numéro(s) d'astreinte de la gestion des camions pour transfert du matériel d'inertage sur le site d'Arleux ;
- le délai de transfert du matériel d'inertage depuis le site d'Aire-sur-la-Lys ;
- la liste du personnel formé susceptible d'intervenir pour l'inertage sur le site d'Arleux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Prévention auto-échauffement**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/06/2008, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Silos

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers et à la tierce expertise réalisées par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :

	Type

Silo vertical n°1 12 cellules	Sondes thermométriques fixes
Silo n°1 Boisseaux BS1 à BS6	Pas de surveillance
Silo n°1 Boisseaux W1 à W4	Pas de surveillance
Silo plat n°1 - 3 cases Case 1 Case 3 Case 5	Sondes thermométriques fixes
Silo plat n°1 - 4 cases Case 2 Cases 4 et 6 Case 8	Sondes thermométriques fixes
Silo vertical n°2 23 cellules 12 as de carreaux	Sondes thermométriques fixes
Silo vertical n°3 12 cellules 4 as de carreaux	Sondes thermométriques fixes

Silo plat n°4 Case 1 Case 2 Case 3	Sondes thermométriques fixes
---	------------------------------

En absence de sondes, l'exploitant s'assure que les tailles critiques associées aux produits stockés sont compatibles avec les dimensions des capacités de stockage.

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

[.]

#### Constats :

Lors de la visite des installations, le logiciel de supervision de la salle de commande est présenté. Le report de l'ensemble des sondes vers la supervision du site est assuré. 3 niveaux d'alarme sont définis. Une alarme sonore et visuelle est asservie au dernier niveau.

Au regard du registre et du logiciel de supervision, les constats suivants sont réalisés :

- les sondes thermométriques définies dans le tableau du présent article sont toutes présentes ;
- des températures sont présentes et d'autres absentes à certains niveaux sur une même sonde (un problème de report est identifié) ;
- les sondes du silo béton n°1 sont déconnectées en raison des travaux en cours. Les sondes sur C07 et C08 sont identifiées comme hors service.

Par courriel du 29/07/2025, l'exploitant a précisé les éléments suivants :

- les sondes défaillantes du silo plat n°1, silo 2, silo 3 et silo 4 ont fait l'objet d'interventions de la société AMI visant leur remplacement ou leur remise en état. Un courrier du 08/07/2025 de la société AMI atteste que les points de mesure thermométrique des silos susvisés sont efficaces ;
- un registre des relevés des températures du 26/06/2025 des silos plat n°1, 2, 3 et 4 est transmis. Celui-ci ne fait pas apparaître d'anomalie. Toutefois, les relevés des températures du silo béton n°1 ne sont pas joints à ce registre ;
- l'intervention pour remise en état des sondes défaillantes du silo béton n°1 est en cours.

- l'intervention pour remise en état des sondes défaillantes du silo béton n°1 est en cours. L'exploitant s'est engagé à transmettre les justificatifs de leur remise en état pour la fin de la semaine 31.

Par courriel du 31/07/2025, l'exploitant a précisé les éléments suivants :

- les sondes défaillantes du silo béton n°1 ont fait l'objet d'une intervention de la société AMI visant à leur remplacement ou leur remise en état ;

- un registre des relevés des températures du 31/07/2025 des cellules du silo béton n° 1 est transmis. Celui-ci ne fait pas apparaître d'anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite